

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

30 avril 2007
Français
Original : espagnol

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2007

**Application de l'article VI du Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires
et du paragraphe 4 c) des « principes et objectifs »
de la non-prolifération et du désarmement nucléaires**

Rapport présenté par le Mexique

I. Présentation de rapports périodiques

1. Le Mexique est convaincu que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) reste la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération et l'élément clef de tout progrès du désarmement nucléaire. Il considère en outre que les accords adoptés lors des Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en 1995 et 2000, restent pleinement en vigueur. Le Mexique insiste donc sur le fait que l'obligation de rendre compte est une importante composante de l'évaluation du respect du Traité et des engagements pris dans ce cadre, favorisant en outre la transparence et la confiance entre les parties.

2. Dans ce contexte, le Mexique souligne que, vu l'engagement qu'ils ont pris de détruire leurs arsenaux nucléaires, les États dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité primordiale de fournir des renseignements sur les mesures prises pour remplir l'obligation de poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives au désarmement nucléaire, conformément à l'article VI du Traité, et aux dispositions en matière de désarmement nucléaire convenues en 2000.

3. En cette occasion, le Mexique présente son rapport sur les mesures qu'il a prises, en sa qualité d'État non doté d'armes nucléaires, pour donner effet à l'article VI, afin de promouvoir une action accrue dans ce sens et d'encourager les États dotés d'armes nucléaires à faire de même.

4. Dans le cadre des travaux préparatoires de la Conférence des Parties en 2005, le Mexique a présenté trois rapports à cet égard. Depuis 2005, il rend compte des mesures et des décisions qu'il a prises en faveur du désarmement nucléaire.



II. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

5. Le Mexique favorise activement les dispositions et initiatives internationales visant à la pleine application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Dans cet esprit, il a pris part à la quatrième Conférence qui a eu lieu à New York du 22 au 24 septembre 2005 et assistera également à la cinquième Conférence qui aura lieu à Vienne les 17 et 18 septembre 2007 afin de promouvoir par d'autres voies l'adoption de mesures concrètes visant à l'universalité, à l'application et à l'entrée en vigueur du Traité.

6. Dans le cadre du dixième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité (24 septembre 1996), le Mexique a participé à la réunion ministérielle sur le Traité, qui a eu lieu à New York dans la troisième semaine de septembre 2006, en vue de promouvoir la signature et la ratification du Traité, et de parvenir ainsi à sa rapide entrée en vigueur. À l'issue de cette même réunion, une déclaration conjointe a été publiée dans laquelle les Ministres des affaires étrangères de divers pays ont réaffirmé que l'entrée en vigueur du Traité contribuerait à réduire systématiquement et progressivement lesdites armes et à prévenir la prolifération nucléaire.

7. Du 11 au 13 octobre 2006, le Ministère des affaires étrangères mexicain a été le siège du séminaire visant à promouvoir, dans la région des Caraïbes, la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, organisé par le Mexique, en coordination avec le Gouvernement canadien et avec l'aide du secrétariat technique provisoire du Traité.

8. Ce séminaire visait à promouvoir dans la région d'Amérique centrale et des Caraïbes la signature et la ratification du Traité ainsi que la coopération, et ce, en examinant la nécessité de conclure un accord sous-régional de coopération technique pour l'Amérique centrale, les Caraïbes, le Canada, la Colombie, le Mexique et le Venezuela, ayant pour objet le renforcement des capacités nationales en vue de la pleine application du Traité, ainsi qu'une coopération plus étroite entre la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la région.

9. Au nombre des participants à ce séminaire figuraient des représentants de 19 États d'Amérique centrale et des Caraïbes, du Canada, de la Colombie, du Mexique et de la République bolivarienne du Venezuela, du secrétariat technique provisoire de l'Organisation du Traité, du Secrétariat général de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (OPANAL), ainsi que des universitaires et des experts.

10. Ce séminaire a favorisé l'échange des acquis d'expérience en matière de signature et de ratification du Traité, ainsi que sur la mise en place de centres nationaux de données et l'installation de stations appartenant au système international de surveillance dont dispose cet instrument juridique international. Cela a également permis sur le plan politique un plus grand rapprochement entre les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

11. Dans le cadre de la soixante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Australie, le Mexique et la Nouvelle Zélande ont présenté un projet de résolution intitulé « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » visant à promouvoir l'entrée en vigueur dudit traité. Ce projet a été adopté par la grande majorité des États Membres en tant que résolution 61/104 du 6 décembre 2006.

Le Mexique continuera de promouvoir l'examen de cette question dans le cadre de l'Assemblée.

12. Pour ce qui est de la mise en place du système international de surveillance, il convient de souligner que quatre des cinq stations mexicaines de surveillance, contribution du Mexique audit système, sont certifiées et fonctionnent en envoyant des données au Centre international de données à Vienne. On procède à l'équipement de la station radionucléide et, sous peu, elle sera mise à l'essai en vue de sa certification.

III. Négociations au sein de la Conférence du désarmement sur un traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires

13. Le Mexique réaffirme son appui aux efforts déployés dans le cadre de la Conférence du désarmement pour faire appliquer la décision prise par la Conférence en août 1998, de créer un comité spécial chargé de négocier un traité non discriminatoire, multilatéral et international et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, comité qui serait également chargé d'examiner la question des arsenaux existants en vue de leur destruction.

14. Cette année, le Mexique a appuyé l'initiative des six présidents de la Conférence du désarmement en proposant la désignation de quatre coordonnateurs dans divers domaines dont celui des matières fissiles, ayant un mandat de négociateur, les conditions semblant réunies pour lancer les négociations en la matière.

IV. Application du principe d'irréversibilité au désarmement nucléaire, à la limitation des armements nucléaires et autres ainsi qu'aux mesures de réduction des armes nucléaires

15. Tant à titre individuel que dans le cadre de la Coalition pour un nouvel ordre du jour (Afrique du Sud, Brésil, Égypte, Irlande, Mexique, Nouvelle-Zélande et Suède), le Mexique continue de promouvoir le désarmement nucléaire dans toutes les instances pertinentes auxquelles il participe, ainsi que lors de ses rencontres bilatérales, en insistant tout particulièrement sur la nécessité d'appliquer les principes d'irréversibilité, de transparence et de vérification du désarmement nucléaire ainsi que les mesures de réduction et d'élimination des armements nucléaires. Ainsi, conjointement avec la Coalition pour un nouvel ordre du jour, le Mexique a présenté un projet de résolution sur l'élimination des armes nucléaires dans le cadre des travaux de la Première Commission et il continuera d'encourager une telle optique.

V. Volonté sans équivoque des États dotés d'armes nucléaires d'éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires en vue de parvenir au désarmement nucléaire, objectif que tous les États parties se sont engagés à atteindre en vertu des dispositions de l'article VI

16. Au cours de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, le Mexique s'est associé aux autres pays de la Coalition pour un nouvel ordre du jour pour promouvoir l'adoption de la résolution 61/65 intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire ». Au paragraphe 3 du dispositif de cette résolution, l'Assemblée générale demande de nouveau à tous les États dotés d'armes nucléaires d'accélérer l'application des mesures pratiques vers le désarmement nucléaire qui ont été adoptées à la Conférence des États parties en 2000, en vue de contribuer à un monde plus sûr.

17. De même, dans cette résolution, l'Assemblée demande à tous les États de respecter pleinement tous les engagements pris en ce qui concerne le désarmement et la non-prolifération nucléaires et de s'abstenir de toute action susceptible de compromettre l'une ou l'autre de ces causes ou de conduire à une nouvelle course aux armements nucléaires. Dans cette même résolution, l'Assemblée demande aussi à tous les États de n'épargner aucun effort pour parvenir à l'adhésion universelle au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Mexique a souligné que l'obligation de conclure un traité sur le désarmement nucléaire avait été reconnue par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif en date du 8 juillet 1996, relatif à la légalité de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires.

VI. Renforcement des capacités de vérification qui seront nécessaires pour garantir le respect des accords de désarmement nucléaire visant à créer et à maintenir un monde exempt d'armes nucléaires

18. Le Mexique a continué de prendre part aux travaux des différentes instances œuvrant pour le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération, en y défendant sa ferme position selon laquelle la vérification internationale et, partant, l'obligation de rendre compte jouent un rôle crucial dans la négociation et dans l'application d'accords de désarmement et de non-prolifération nucléaires, ainsi que dans tous les efforts déployés en vue d'un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.

19. Comme preuve de son engagement en faveur de cet objectif, le Mexique a activement participé à la mise en place du Système international de surveillance de la Commission préparatoire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et tente de favoriser le renforcement du régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le 29 mars 2004, le Mexique a signé le Protocole additionnel à l'Accord de garanties avec l'Agence et il a progressé vers la réalisation des objectifs visant à se doter d'une législation, d'une structure administrative et d'une nomenclature pour donner pleinement effet au Protocole et rapidement procéder à sa ratification.

20. Le Mexique a officiellement exprimé son intérêt à devenir membre du Groupe des fournisseurs nucléaires, favorisant par là même l'adoption de mesures supplémentaires qui, de concert avec les instruments juridiques internationaux en vigueur, permettront d'éviter la prolifération nucléaire et de promouvoir le transfert en toute sécurité de matières nucléaires et sensibles connexes.
